

Lille dans la main allemande

Robert Vandenbussche

DANS **CAHIERS BRUXELLOIS – BRUSSELE CAHIERS 2014/1F XLVI** , PAGES 109 À 123
ÉDITIONS **MUSÉES ET ARCHIVES DE LA VILLE DE BRUXELLES**

ISSN 1784-5157

ISBN 9782874880155

DOI 10.3917/brux.046f.0109

Date de mise en ligne : 27/10/2015

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-cahiers-bruxellois-2014-1F-page-109?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Musées et Archives de la Ville de Bruxelles.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

LILLE

DANS LA MAIN ALLEMANDE

ROBERT VANDENBUSSCHE

Les Lillois prennent connaissance de l'ordre de mobilisation générale dans l'après-midi du 1^{er} août. Les sentiments sont mêlés car, depuis plusieurs jours, l'attente devenait difficilement supportable¹. Ils se résignent à « l'appel aux armes » car le devoir civique s'impose mais sans enthousiasme nationaliste. De jeunes conscrits du 43^e régiment d'infanterie témoignent de la tristesse éprouvée, le dimanche 2 août, premier jour de la mobilisation : le lendemain, un certain nombre d'entre eux partent pour la Lorraine. Le fragile espoir du maintien de la paix disparaît quand, le 3 août, la guerre est déclarée.

Lille prend conscience de la guerre. La foule accompagne à la gare les jeunes mobilisés qui rejoignent leurs dépôts. Les femmes, nombreuses, attendent silencieuses et recueillies le départ des convois. Dès le 6 août, l'autorité militaire impose le laissez-passer pour entrer ou sortir de la ville².

Lille et ses enjeux

Le statut de la ville est mal défini. Lille n'est ni déclassée ni démantelée ; elle appartient au dispositif de défense qui s'articule autour des camps retranchés de Dunkerque et de Maubeuge. Dans un passé récent, plusieurs élus de sensibilités politiques différentes sont intervenus pour obtenir le déclassement de la place fortifiée. En vain, tant les divergences de points de vue étaient grandes sur le rôle militaire de la ville. Pourtant, le 1^{er} août, le gouvernement décide son déclassement. Les pressions du maire Charles Delesalle soutenu par plusieurs parlementaires font reconnaître par le ministère de la Guerre la pertinence de plusieurs arguments : l'intérêt militaire médiocre de Lille et le

¹ VANDENBUSSCHE R., dans *Histoire de Lille*, sous la direction de HILAIRE Y.M., Paris, 2000.

² LORÉDAN J., *Lille et l'invasion allemande*, Perrin, 1919.

risque élevé de dommages humains. Les adversaires de « la défense de Lille » occultent les fonctions stratégiques et symboliques de la cité. Déclassée, la place perd ses soldats appelés à rejoindre Dunkerque ou Maubeuge.

Cette décision politique provoque une sourde polémique quand l'invasion de la Belgique menace la région du Nord : Lille ne serait-elle pas abandonnée ? Elle va se déployer au fil des décisions contradictoires. Le 17 août, l'état-major place la ville dans la zone des armées pour finalement l'en retirer huit jours plus tard avant d'improviser sa défense quand débute le siège d'Anvers le 27 septembre. À ce moment-là, la population s'inquiète des flots grossissants de réfugiés arrivant de Belgique, des zones envahies et de Maubeuge qui a capitulé, et qui cherchent une protection. Des groupes d'assaillants allemands font des incursions éphémères sans rencontrer de résistance. Ainsi, le 11 septembre, des uhlans traversent la ville grouillante de monde où cafés et cinémas accueillent de nombreux clients et consommateurs. Pendant ces journées très confuses, le préfet multiplie les démarches pour défendre Lille et faire revenir des troupes. Les relations difficiles, sinon conflictuelles, avec le commandement de Dunkerque diffèrent la prise de décision³.

L'achèvement de la bataille de la Marne et la course à la mer infléchissent les positions. L'état-major décide, dans la fébrilité, de défendre Lille. Il envoie des troupes territoriales de Dunkerque et d'Arras. Dans les premiers jours d'octobre, les Allemands entreprennent l'investissement de la ville par l'est et le sud. Des escarmouches puis des combats se déroulent dans la zone des forts et jusque dans la cité *intra muros* les 8 et 9 octobre. Sans grand effet militaire, ils convainquent les Allemands que Lille n'est plus « ville ouverte ». Le 10 octobre, puisque les autorités lilloises refusent l'ultimatum de remettre la ville, le commandement allemand décide de la bombarder.

Le bombardement dure trois jours, en vagues successives. Les tirs d'artillerie ciblent partiellement les faubourgs industriels du sud (usines textiles) et de l'est (usines métallurgiques), mais surtout les quartiers du centre (préfecture, mairie, gare, halles, rues commerçantes). Les assiégeants veulent intimider les pouvoirs publics et faire monter l'angoisse dans la population. Les obus – près de 5 000 – détruisent et incendient les immeubles pendant que des combats, souvent opiniâtres, opposent aux portes attaquants et troupes territoriales, chasseurs et goumiers marocains. Les habitants s'abritent dans les caves et les

³ BECKER J.-J., « À Lille, au début de la guerre de 1915 », dans *Revue Historique*, 519, 1976.

sous-sols mal équipés pour accueillir une population angoissée, désemparée, peu préparée à cette épreuve. La résistance cesse à l'aube du 13 octobre. Le colonel de Pardieu, commandant la petite garnison, décide de se rendre. Faute de munitions et d'artilleries, submergés par le nombre des adversaires, les défenseurs de Lille mènent un combat perdu d'avance. La ville, sans éclairage et sans ravitaillement en eau, offre un spectacle de ruines dans les quartiers du centre. Près de 1 300 immeubles sont détruits ou incendiés. Près de 200 civils trouvent la mort pendant le combat⁴.

Bataille judicieuse mal préparée ? Démarche héroïque de combattants sacrifiés ? Le débat n'a jamais été effectivement tranché. Le bombardement laisse des traces profondes dans la mémoire collective.

En fait, l'état-major français n'avait jamais envisagé l'invasion de la Belgique contrairement à certains observateurs régionaux tel que le sénateur Maxime Lecomte, le député Daniel Vincent ou l'expert militaire le colonel Lévi. Il improvise la bataille parce que « la course à la mer » doit arrêter la marche des Allemands vers les ports, Boulogne, Calais et Dunkerque qui ravitaillent l'armée française et le corps expéditionnaire britannique. Le général Foch, à la tête de la X^e armée en Flandre, mesure l'intérêt stratégique d'une telle opération en s'efforçant de contraindre les Allemands à infléchir leur offensive au sud de Lille. Néanmoins, l'évaluation plus lucide mais tardive de la conjoncture laisse à une garnison hétérogène de moins de 3 000 hommes la charge d'opposer une résistance farouche à plus de 50 000 assiégeants pour attendre l'arrivée de renforts. Les défenseurs de Lille, pour courageux qu'ils soient, ne peuvent tenir longtemps.

Pour leur part, les Allemands n'ont aucun doute sur l'importance militaire, stratégique, économique et symbolique de la prise de Lille qu'ils auraient aimé prendre sans combattre. Ainsi, dans *Lille in Deutscher hand*, paru en octobre 1915, le lieutenant Hoecker qui va diriger *Liller Kriegszeitung* écrit : « la plus haute citadelle du commerce du Nord de la France, par ses riches approvisionnements, ses ressources utilisables au point de vue militaire, forme un formidable bastion pour nos offensives dans le Nord ». Les journalistes allemands ou autrichiens qui font le voyage à Lille pendant l'occupation émettent tous un avis analogue⁵.

⁴ Capitaine CATOIRE, *La défense de Lille en 1914*, Lille, 1934.

⁵ HOECKER H., *Lille in deutscher hand*, Lille, 1915.

Occupants et occupés

D'emblée, les vainqueurs s'affichent. Rapidement des patrouilles militaires parcourent la ville tandis que les soldats s'installent dans les cafés du centre ou se promènent, en chantant, dans les rues que les civils recommencent à fréquenter. L'occupant installe des panneaux indicateurs de direction en allemand et placarde les premières affiches qui annoncent les décisions contrastées du gouverneur : ne pas faire la guerre aux civils mais garantir la sécurité de l'armée allemande. Parmi les 60 otages désignés figurent les notables : le préfet du Nord, l'évêque, le maire et des conseillers municipaux, des industriels et des journalistes connus. L'autorité militaire souhaite que l'activité reprenne son cours et pousse à la réouverture des magasins mais impose laissez-passer et couvre-feu. La liste des interdits et des consignes s'allonge régulièrement, qu'il s'agisse de l'aide aux soldats qui refusent la captivité, de la remise des armes, de l'obligation de l'heure allemande, de la destruction des pigeons, de l'interdiction des combats de coqs, des réquisitions et du cours forcé de la monnaie, de l'interdiction de la presse ennemie, puis, de la taxation des produits à partir de 1916. À cette date également, les Allemands imposent la carte d'identité⁶.

Lille a le statut de forteresse dans le territoire de la VI^e armée allemande et la zone des étapes. Composée en majorité de Bavaois, la VI^e intègre des soldats du Wurtemberg, de Prusse et du Hanovre. Le gouverneur, le général d'infanterie Von Heinrich en assure le gouvernement. Il gère tout le territoire situé à l'intérieur de la zone des forts, c'est-à-dire Lille et sa couronne de banlieue. Son second, le général Von Graevenitz, gouverne le centre-ville. Une police et une justice militaires, une intendance, une antenne de l'inspection des étapes, et des services annexes (laissez-passer, eaux, fortifications, front) comprenant militaires et civils sont à leurs ordres.

L'autorité allemande, qui ne reconnaît pas le préfet Félix Trépont représentant de l'État en guerre, encourage la municipalisation de l'autorité. Municipalisation ambiguë puisque le maire Charles Delesalle, utilisé comme otage, ne dispose d'aucune autonomie politique. La collaboration forcée lui est imposée. Il devient, dès lors, un agent d'exécution du gouverneur. Durant la première année d'occupation deux conférences hebdomadaires sont tenues à la *Kommandantur* afin d'échanger sur les mesures à prendre

⁶ *Bulletin de Lille*, avis de l'autorité allemande pendant toute l'occupation.

dans la gestion de la ville. Elles servent néanmoins surtout à exiger du maire la transmission des ordres et des consignes. Les protestations qu'il peut émettre sont généralement rejetées quand les intérêts allemands sont en jeu. De même, la police et la justice militaires allemandes interviennent dans un nombre croissant d'affaires (infractions de toutes natures à des ordres allemands) et laissent aux juges français la charge de juger les délits de voisinage ou les escroqueries aux allocations militaires. Les policiers français servent souvent d'intermédiaires : ils transmettent des courriers ou avertissent, comme en avril 1916, de la « déportation »⁷.

D'après les témoignages laissés par des Lillois, les habitants se sentent déposés de leur ville⁸. L'occupant est omniprésent ; il intervient dans des domaines de plus en plus nombreux de la vie collective et s'installe dans la cité conquise. L'exemple du Grand Théâtre est symbolique. Les Allemands achèvent sa construction et inaugurent le *Deutscher Theater*. Ils se réservent les représentations dirigées par des chefs déjà réputés comme Fritz Reiner ou Wilhem Furtwangler⁹. Autre décision unilatérale : à partir de 1916, en l'absence de décision municipale, ils décrètent la taxation des prix¹⁰.

Les Lillois se persuadent que les Allemands sont « dans leurs maisons ». L'état de guerre, la proximité du front – Lille est située à moins de 20 kilomètres de la ligne des combats –, la transformation de la ville en base arrière de l'armée allemande, imposent la présence quotidienne de très nombreux soldats et de civils allemands qui tiennent commerce dans le centre-ville. Les rituels tels que les revues et les relèves de la garde sur la Grand-Place font sourire. En revanche, l'obligation de loger des officiers, de répondre aux réquisitions et aux perquisitions, de participer aux revues d'appel des hommes mobilisables ou de céder la place dans les tramways ou dans les églises agacent une population qui doit se soumettre à une autorité étrangère.

En privé, on n'hésite pas à se moquer de l'occupant – le « Boche » – qui, officier ou soldat, paraît lourd, obtus et rigoriste, obséquieux ou brutal, arrogant et inculte, souvent prompt à la boisson et que l'on assimile à un « barbare ». Contourner une consigne ou l'ignorer et fronder caractérisent une « résistance

⁷ ARNOUX J., *Bombardement et occupation de Lille*, Lille, 1919.

⁸ FERRÉ E., *Croquis et notes d'occupation*, Taillandier, 1919.

⁹ *La Gazette des Ardennes*, avril 1916.

¹⁰ *Bulletin de Lille*, juin 1916.

civile » – Von Heinrich utilise la formule – que l’occupant sanctionne. Chaque livraison du *Bulletin de Lille*, un petit journal publié par la ville sous le contrôle de l’occupant, note toutes les condamnations prononcées par le conseil de guerre à l’encontre des protestataires lillois. Des actes sont mineurs, comme le refus de céder le passage à un officier allemand ou d’arrêter le tramway à une halte demandée par un occupant ; d’autres, tels que les manifestations de sympathie envers les prisonniers français ou britanniques, le recel de journaux interdits ou les propos désobligeants à l’égard de l’occupant ou de ceux qui travaillent pour lui, témoignent d’une allergie profonde à la présence étrangère. Ainsi, en juillet 1915, 30 Lillois sont condamnés pour « manifestations hostiles l’égard des Allemands et rébellion contre l’Autorité ». Tous ces motifs valent amendes ou peines de prison ; deux inculpés, dont une femme, sont même condamnés à mort. La prison lilloise s’encombre ; il faut incarcérer hommes et femmes dans les mêmes établissements et utiliser la prison de Loos. Aucun groupe social n’échappe à la germanophobie ambiante qui, à Lille, selon un témoin comme Pierre Baucher, présente une forte intensité. Intensité variable sans doute puisque des Lillois n’hésitent pas à regarder les revues militaires ni à écouter les concerts donnés dans les parcs publics par les orchestres militaires allemands ni même, pendant les premiers mois de 1915, à « fabriquer des sacs à terre »¹¹. Mais rares sont les Lillois qui, à la lecture du *Le Bruxellois*, de *La Gazette des Ardennes*, ne portent pas un avis très négatif sur les articles qu’ils publient¹². De même, si l’efficacité de la police militaire ne fait aucun doute, la délation fonctionne bien.

Dès les premiers mois, une résistance plus active tend à s’esquisser. Refus d’obéir à des ordres constamment répétés, elle s’exprime à travers des comités qui mènent une action collective et coordonnée. Ainsi, des petits groupes assurent le transport de la correspondance entre le Nord occupé et la France libre. Très surveillés, leurs acteurs subissent des sanctions car l’autorité militaire craint le développement de l’espionnage. Il en est de même de l’évacuation des soldats britanniques ou français qui refusent la captivité. Ainsi, le « comité Jacquet » assure l’hébergement des fugitifs, la confection de faux papiers et l’accompagnement vers les Pays-Bas. Autant d’infractions passibles de mort car l’autorité allemande les assimile à des actes de trahison. Ce groupe, qui n’est pas unique dans le Nord occupé, a des ramifications dans la zone fortifiée, dans les villes comme dans les zones rurales. En juillet 1915, quatre des

¹¹ ARNOUX J., *Bombardement et occupation de Lille*, op.cit.

¹² BAUCHER P., *Au fil des rues*, Strasbourg, 1919.

principaux membres dont Eugène Jacquet et Georges Maertens sont arrêtés. Condamnés à mort pour trahison, ils sont fusillés à Lille le 22 septembre¹³.

Au même moment, les services britanniques organisent leurs premiers réseaux centrés sur Lille. Parmi leurs collaborateurs, agissent Léon Trulin, un jeune lycéen belge domicilié à Lille, et Louise De Bettignies, membre d'une famille de Saint Amand mais installée à Lille également. Pour les Britanniques, Lille offre un terrain d'action propice par la proximité du front, la concentration de troupes dont on suit le cheminement, les terrains d'aviation et les gares. La jeune résistante belge Gabrielle Petit surveille également la cité. Ces petits groupes ont une courte durée de vie. Léon Trulin est arrêté, condamné à mort et exécuté à Lille le 8 novembre 1915¹⁴. Louise de Bettignies, également condamnée à mort pour trahison en mars 1916 à Bruxelles voit sa peine commuée¹⁵.

Cette résistance n'inquiète pas vraiment les autorités militaires d'occupation qui démantèlent rapidement les quelques groupes structurés. Elles ont à l'esprit l'image d'un Français aisément protestataire mais versatile, frondeur mais incapable de persévérance et sensible à l'intimidation et à l'exemple. Ce qui ne les empêche pas de transformer les civils en enjeux. La déportation de notables hommes et femmes en 1916, 1917 et 1918 dans des camps comme Holzminden illustre cette instrumentalisation¹⁶. Mais les jugements portés par les collaborateurs du *Liller Kriegzeitung* sont nuancés. Le spectacle des ruines donne lieu à des observations compatissantes tandis que dessinateurs et photographes fixent des scènes de rues amusées ou émouvantes sur le vieux Lille, la rivière Deûle ou les bourgeoises qui s'efforcent de « suivre la mode »¹⁷.

La présence de milliers de soldats au repos suscite l'essor de la prostitution. La plupart des témoins relèvent la concomitance entre les deux phénomènes. « Collaboration horizontale » ? Ces témoins portent un regard souvent compatissant à l'égard de ces femmes séduites par l'uniforme, l'argent ou poussées par la misère. Les autorités allemandes interviennent pour limiter les relations

¹⁴ KAH Ph., *L'adolescent chargé de gloire*, Lille, 1932.

¹⁵ REDIER A., *La guerre des femmes*, Paris, 1924 ; Chantal Antier, *Louise de Bettignies*, Tallandier, 2013.

¹⁶ WALLART C., « Déportation de prisonniers civils au camp d'Holzminden », *Revue du Nord*, tome 80, 1998.

¹⁷ *Liller Kriegzeitung*, avril 1916.



Caricature allemande, *Liller Kriegzeitung*, 1916.



Bon communal, 1915.

entre occupants et occupés mais surtout pour empêcher l'extension des maladies vénériennes. Ainsi, la justice militaire fait-elle condamner, en 1915, les tenancières de soixante-cinq estaminets accueillant des femmes malades à Lille et dans sa banlieue immédiate¹⁸. La prostitution ne disparaît pas mais s'exerce désormais avec plus de discrétion.

Lille, butin de guerre ?

Dès les premiers jours de l'occupation, l'autorité militaire prend plusieurs mesures économiques et financières fortes. Elle fixe unilatéralement la valeur du franc et du mark, lequel est surévalué. Par ailleurs, l'intendance allemande saisit l'encaisse de la succursale lilloise de la Banque de France après celles de Roubaix et de Tourcoing et perquisitionne les locaux à la recherche de l'or¹⁹. Pendant toute la durée de l'occupation l'occupant se livre à une chasse effrénée de l'or en utilisant soit des bureaux de change installés dans plusieurs points de la ville soit l'entremise de rabatteurs qui vendent l'or acquis auprès de Lillois, notamment ceux en voie d'évacuation. Enfin, il finit par surveiller de très près l'émission de bons communaux qui se substituent à la monnaie fiduciaire²⁰.

La contribution de guerre imposée au titre de l'entretien des troupes et des frais d'administration donne lieu à plus d'écho. Fixée à 6 millions de francs à verser avant la fin novembre 1914, elle repose sur une base choisie exclusivement par l'autorité allemande, celle des impôts payés par les Lillois en 1913. Charles Delesalle émet de vives protestations que la *Kommandantur* rejette. Pour satisfaire l'exigence allemande, il lui faut solliciter la population et les banques puisque toutes les avances de l'État sont suspendues²¹.

Pendant les quatre années et demie d'occupation, Lille doit payer une contribution dont le montant s'élève régulièrement. En 1915, il atteint 16 millions de francs soit un impôt mensuel de 1,2 million. Pour 1916, la somme à verser double et dépasse 30 millions de francs. En 1917 et en 1918, son montant est porté à 57 et 86 millions de francs. En outre, l'occupant exige qu'une partie de la contribution de guerre soit payée en or ou « en bon argent » et non en bons

¹⁸ *Bulletin de Lille*, 1915.

¹⁹ GRÉAU E., *Carnets anecdotiques de la Banque de France*, n° 7, *La succursale de Lille*, Banque de France 1924.

²⁰ *Bulletin de Lille*, novembre 1917.

²¹ *Bulletin de Lille*, novembre 1914.

communaux. À chaque demande, le maire oppose la même indignation et la même protestation au nom des conventions internationales ; il met en cause un calendrier, un montant, des méthodes arbitraires mais finit par payer. Les moyens de pression, d'intimidation et les menaces de lourdes amendes sont efficaces comme le montrent les tractations de l'été 1915. Le commandement de la VI^e armée réussit à imposer la solidarité des grandes communes à l'égard des petites qui ne peuvent pas payer leur contribution et le recours des villes à l'emprunt. Il parvient également à contraindre les banques à se réunir en consortium pour garantir l'emprunt²². Au total, la ville verse à l'occupant un impôt de près de 200 millions de francs sans compter les fréquentes amendes collectives. Les Lillois s'inquiètent d'une charge aussi lourde mais le paiement partiel en bons communaux réduit la facture. Par ailleurs, l'inflation contribue à faire baisser rapidement le coût des remboursements.

Les réquisitions s'ajoutent aux prélèvements financiers. Dès l'hiver 1914, les marchandises stockées dans les entreprises, notamment les produits textiles, sont consignées. Puis, à partir du printemps 1915, l'intendance militaire procède aux premières réquisitions : fourrures, cuir et métaux tels que le plomb ou le zinc. Chaque année apporte son lot de prélèvements. En octobre 1915, les Allemands saisissent tous les produits qui servent aux besoins de la guerre : automobiles, bicyclettes, motocycles, métaux se trouvant dans les fabriques, les dépôts ou les magasins. En 1916, chaque immeuble doit donner un inventaire des produits susceptibles de réquisition. L'occupant s'intéresse aux objets en cuivre, particulièrement ménagers, et aux appareils électriques, qui sont saisis ; on commence également à démonter des statues et même les cloches des églises. Les services allemands, intendance, police militaire, service des fortifications, des eaux, collaborent tous aux saisies qui n'excluent désormais aucun objet : pompes, moteurs, câbles électriques, tuyauteries. En 1917, ils procèdent au démontage des machines dont les pièces sont transportées en Allemagne²³. Enfin, au début de 1918 ils exigent la livraison de la laine, notamment celle des matelas, et du linge de maison. Réquisitions répétées et démontage des matériels interdisent désormais toute activité économique pour les entreprises lilloises.

Les témoignages laissés par les contemporains condamnent le pillage exercé par l'armée d'occupation. Le Reich tente de se justifier en évoquant initialement le

²² VANDENBUSSCHE R., dans *Histoire de Lille...*, *op.cit.*

²³ BAUCHER P., *Au long des rues*, Strasbourg, 1919.

refus de la plupart des patrons et des ouvriers de travailler puis dénonce les effets du blocus qui le contraignent à trouver dans les territoires occupés les ressources dont il a besoin. La guerre totale qui s'aggrave à partir de 1916 alourdit les prélèvements. Néanmoins, consignation et saisie ne signifient pas que les réquisitions partent vers l'Empire. Comme le note le directeur de la succursale lilloise de la Banque de France, tous les objets saisis dans ses bureaux s'entassent dans des magasins et des hangars jusqu'à la fin de l'occupation²⁴. Ce butin de guerre indigne de plus en plus de Lillois car rares sont ceux qui échappent aux réquisitions et aux perquisitions. Les relations entre les occupants et les occupés se dégradent plus encore.

L'autorité d'occupation n'exclut pas la main-d'œuvre. Les combats imposent des effectifs croissants. Mais faute de parvenir au recrutement d'ouvriers volontaires pour procéder aux travaux nécessaires – fabrication des sacs en 1915, entretien du matériel, etc. – l'occupant tente d'imposer le travail obligatoire. Au printemps 1916, une ordonnance oblige les hommes et les femmes domiciliés à Lille comme à Roubaix et à Tourcoing à partir travailler dans les campagnes du Nord, de l'Aisne et des Ardennes. « La raffe de la semaine sainte » déporte près de 25 000 hommes et femmes de l'agglomération, contraints au travail agricole pendant plusieurs mois. Face à l'indignation internationale, l'autorité allemande doit revenir sur la décision de contraindre les femmes au travail²⁵. La menace du travail obligatoire persiste néanmoins jusqu'à la fin de l'occupation.

Vivre dans la guerre

Bien qu'à l'écart du front, les Lillois ne peuvent oublier la guerre. La cité garde les traces du bombardement et des incendies d'octobre 1914. Si les rues sont dégagées, les vitres réparées et les ruines d'immeubles dangereux démontées, aucune reconstruction n'est envisagée.

Surtout, les combats reprennent bientôt. Dès l'automne 1914, Allemands et Britanniques se disputent la maîtrise du ciel et déploient leurs équipages d'observateurs. Les Lillois suivent le spectacle, comme au printemps 1916 lorsqu'ils admirent les évolutions de « l'aigle de Lille », Max Immelmann²⁶. Pourtant, le

²⁴ GRÉAU E., *op. cit.*

²⁵ LYON G., *Lille martyre*, Lille, 1919.

²⁶ Just Arnoux, *Bombardement et occupation de Lille...*, *op. cit.*

spectacle devient très vite dangereux car les Allemands mitraillent et les Britanniques engagent les premiers bombardements aériens, souvent nocturnes, au printemps 1915 et commencent leurs bombardements d'artillerie à l'automne²⁷. Leurs attaques visent des installations téléphoniques allemandes, des locaux de l'administration, les gares et des sites industriels. Ces tirs répétés avec régularité sont-ils à l'origine de l'explosion, le 11 janvier 1916, d'une casemate remplie d'explosifs ? Le quartier industriel de Lille-Moulins – les 18 Ponts – est dévasté ; 109 personnes, femmes, enfants et vieillards y trouvent la mort. Si les Allemands mettent en cause la responsabilité britannique, aucune preuve n'est apportée et les Britanniques poursuivent leurs attaques²⁸.

Devenus une des cibles de la bataille, les Lillois souffrent également de leur isolement. L'obligation du laissez-passer limite la faculté de se déplacer sauf à l'intérieur de la ville et vers les faubourgs. Ils souffrent surtout de l'impossibilité d'avoir des nouvelles puisque la « presse étrangère » est interdite. La diffusion de journaux « embochés » comme *La Gazette des Ardennes* ou *Le Bruxellois* renforcent cette impression, livrant la population aux « rumeurs obsidionales ».

S'ils s'en irritent et s'en indignent, les Lillois s'y résignent : « c'est la guerre » répètent tous les témoins. En revanche, le ravitaillement suscite un malaise grandissant et des protestations de plus en plus véhémentes. Les stocks permettent de ravitailler la population jusqu'à l'hiver 1914-1915 mais le pain vient à manquer faute de farine dès le début de 1915. Les fortes récriminations imposent des solutions durables. Grâce aux mandataires des villes du Nord à Paris, la mairie construit une relation commerciale avec les Pays-Bas. Elle demeure néanmoins insuffisante. Les discussions avec Bruxelles au début de 1915 permettent de rattacher le Nord à la C.R.B. (*Commission for relief in Belgium*) qui fournit des denrées alimentaires et divers produits de consommation vendus à des prix taxés²⁹. Les volumes et la qualité sont inégaux et insuffisants. Tous les témoignages, laissés par des membres de la bourgeoisie aisée d'industriels, par des négociants et des journalistes, le soulignent : les services du Comité d'alimentation du Nord, antenne du C.R.B., sont importants mais ne fournissent

²⁷ *Bulletin de Lille*, avis de l'autorité allemande publiés à plusieurs reprises en 1915.

²⁸ Aucune preuve d'une responsabilité britannique dans cet accident provoqué peut-être par un mauvais entretien des obus stockés dans un casemate des fortifications.

²⁹ BECKER A., *Les cicatrices rouges*, Fayard, 2010.



Lille, service des laissez-passer, 1915.



Lille-Fives, queue devant une boucherie, octobre 1918.

qu'un appoint. Il faut recourir au marché noir et aux « ravitailleurs » souvent honnis dans les mentalités collectives pour compenser les manques. Pourtant, les rations réglementaires et les queues interminables devant les magasins officiels sont des contraintes incontournables pour la grande majorité des Lillois. Dès le printemps 1916, les plaintes se durcissent dans les courées et dans les faubourgs³⁰.

Il faut apprendre à consommer de nouveaux aliments comme le riz, les lentilles, la viande en conserve ou le rutabaga. Le Lillois subit de nouveaux cycles alimentaires. La bière et le café disparaissent peu à peu, réservés par les Allemands. Les Lillois aisés se mettent à l'eau minérale ou au vin quand les plus modestes boivent des décoctions mal définies comme des ersatz de café ou de la bière sans malt ni houblon. S'ouvrent de « nouveaux magasins » qui font commerce et fortune en vendant des produits devenus introuvables comme le savon ou des denrées alimentaires artificielles que l'on achète faute de mieux³¹. Rares sont les produits faciles à trouver : la pénurie de charbon rend l'hiver très froid de 1916-1917 difficilement supportable.

Le ravitaillement creuse les inégalités sociales. Si les Lillois souffrent de la pénurie, ils ne disposent pas tous des moyens analogues pour la surmonter. Dans les courées et les faubourgs, la colère des ménagères monte au point que l'occupant taxe les produits et poursuit tous les contrevenants dès 1916. Même si la C.R.B. doit ravitailler toutes les communes du district de Lille, le centre-ville en bénéficie davantage que les communes suburbaines car Lille émet des emprunts plus élevés. Les chapardages dans les jardins, les vols dans les magasins, voire même dans les locaux de l'occupant, alimentent une délinquance de la misère qui s'accroît particulièrement en 1917 et 1918.

La malnutrition dégrade la situation sanitaire. Les maladies endémiques telles que la tuberculose, les épidémies de fièvre typhoïde, de dysenterie, puis de grippe espagnole dès le début de l'été 1918, attaquent des organismes affaiblis. Le scorbut atteint bien des habitants. La mortalité progresse rapidement : entre novembre 1914 et novembre 1918, son taux moyen augmente de près de 80 %. Si toutes les tranches d'âge sont affectées, les plus jeunes et les plus âgées sont les plus fortement frappées. La courbe de la natalité suit une évolution inverse : elle recule de 85% sur la même période. Par ailleurs, selon

³⁰ DURANT C., *Lille pendant l'occupation allemande*, Lille, 1919.

³¹ BAUCHER P., *Au long des rues...*, *op. cit.*

le bureau d'hygiène de la ville, le nombre des naissances légitimes et illégitimes s'équilibre. Effet de la séparation des couples ? De relations sexuelles avec des Allemands ? La réponse n'est pas simple même si plusieurs témoins évoquent la légèreté des mœurs d'un certain nombre de Lilloises. L'étendue des problèmes alimentaires et sanitaires est telle qu'à partir du printemps 1915 l'occupant organise l'évacuation de la partie de la population que la misère menace de famine. Ces évacuations régulièrement répétées font perdre à Lille près de 100 000 habitants entre 1914 et 1918. La ville est devenue, selon le témoignage de photographes britanniques, celle des femmes, des enfants et des vieillards qui n'ont pas pu ou pas voulu la quitter.

Le sort des enfants et des adolescents préoccupe la municipalité et les associations caritatives, notamment dans les deux dernières années de l'occupation. Les pouvoirs publics, soutenus par la C.R.B., créent une commission consultative d'hygiène. Elle doit étudier la santé des jeunes et développer, entre autres, la lutte contre la tuberculose. À partir de 1917, des colonies sont organisées, en Belgique et aux Pays-Bas avec l'accord des Allemands. On s'interroge également sur la montée de la délinquance juvénile car une pratique scolaire irrégulière, un chômage généralisé pour les adolescents et des familles séparées livrent bien des jeunes au désœuvrement. La mairie fonde à cet effet une commission municipale de protection des enfants et des adolescents qui parvient à être présente dans chaque quartier.

Les Allemands quittent la ville à l'aube du 17 octobre 1918 sans combattre. En ce sens, ils se rallient aux préconisations du président Wilson qui souhaite que la guerre s'achève sans effusion de sang excessive. Auparavant, ils obligent tous les hommes en âge d'être mobilisés à quitter Lille – comme dans tout le Nord occupé – et à rejoindre la Belgique. Cette nouvelle déportation laisse des traces profondes dans les mémoires d'autant plus que ces hommes déplacés de force subissent l'épidémie de grippe. En outre, dans les dernières heures de l'occupation, ils détruisent des ponts, des installations ferroviaires, des écluses, pour freiner l'avance audacieuse de la V^e armée britannique. Cette tactique de la terre brûlée se reproduit ailleurs dans le Nord occupé.

Certes, la population accueille les libérateurs britanniques dans le soulagement et la joie. C'est souvent la fête mais comme le rappelle le témoin Just Arnoux c'est surtout « Lille ensoleillée dans son deuil »³².

³² ARNOUX J., *Bombardement et occupation de Lille...*, op. cit.